

[print](#)

La propagande anti-russe et la fabrication d'un nouveau consensus pro-guerre

De [Alex Lantier](#)

Global Research, mars 24, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-propagande-anti-russe-et-la-fabrication-dun-nouveau-consensus-pro-guerre/5374947>

Depuis que la Crimée a voté dimanche pour faire sécession de l'Ukraine et rejoindre la Russie, les responsables et les médias américains ont monté une campagne de propagande assourdissante, se présentant comme les défenseurs de la paix mondiale, des droits des petites nations et du droit international, en opposition à la Russie. Dans cette campagne, aucun mensonge n'est trop absurde pour justifier un soutien au régime ukrainien qui a émergé du coup d'État mené par des fascistes le mois dernier.

Alors qu'il annonçait de nouvelles sanctions contre la Russie jeudi, le président Obama a dénoncé l'annexion de la Crimée par la Russie. «Des principes de base doivent être respectés entre les gouvernements du monde au 21^e siècle», a psalmodié Obama, des principes comme «le concept que les nations ne redessinent pas les frontières simplement parce qu'elles sont plus grandes ou plus puissantes».

Dans la même veine, le *Washington Post* a affirmé dans son éditorial que «L'affirmation de M. Poutine que la Russie devrait avoir son mot à dire dans l'orientation politique de ses voisins et dans leur décision de se joindre à des alliances comme l'Union européenne ou l'OTAN est entièrement inacceptable.»

Qui est censé croire ces inepties? Le principe directeur de la politique étrangère américaine est qu'elle a le droit incontestable de déterminer l'orientation politique de ses infortunés «voisins» dans l'hémisphère occidental et de n'importe quel autre pays du monde.

Déjà avec la doctrine Monroe en 1823, les États-Unis défendaient que l'ensemble de l'hémisphère occidental constituait leur sphère d'influence et qu'ils pouvaient donc dicter les relations de toute cette région du globe avec les puissances européennes.

Une histoire détaillée des interventions sanglantes des États-Unis dans les affaires internes des pays d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale, du Mexique et des Caraïbes exigerait un travail d'encyclopédistes s'étalant sur des dizaines de volumes. Une liste partielle des déprédations causées par l'impérialisme américain contre ses voisins du Sud comprendrait l'incursion au Mexique entre 1914 et 1917, l'occupation militaire d'Haïti et du Nicaragua, le renversement du gouvernement Arbenz au Guatemala en 1954, l'invasion de Cuba dans la Baie des cochons en 1961 et les tentatives d'assassinats innombrables de la CIA contre Castro, ainsi que le renversement du régime Allende en 1973 au Chili.

Pour justifier le soutien de Washington au renversement du régime chilien et au meurtre du président Salvador Allende, le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Henry Kissinger, avait lancé la remarque cynique: «Je ne vois pas pourquoi ne devrions laisser un pays devenir communiste par l'irresponsabilité de son propre peuple. Ces enjeux sont bien trop importants pour laisser les électeurs chiliens décider eux-mêmes.»

Mais il n'est même pas nécessaire de s'occuper d'«histoire ancienne». Au cours des 31 dernières années, les États-Unis ont envahi la Grenade, le Panama et Haïti, et renversé leur gouvernement. Ils ont organisé des opérations d'insurrection ou de contre-insurrection au Nicaragua, en El Salvador et au Guatemala. Washington a soutenu le renversement d'un gouvernement légalement élu en 2009 au Honduras. Et depuis 2002, ils sont engagés dans des efforts incessants (dont un coup d'État qui a échoué) pour faire tomber le gouvernement du Venezuela.

Le gouvernement Obama et le gouvernement Merkel en Allemagne auraient difficilement pu être surpris que la Russie réagisse à l'installation d'un régime hostile à la solde de l'Occident à sa frontière. Et s'ils ont pu être quelque peu surpris par la rapidité avec laquelle Poutine a agi pour prendre le contrôle de la Crimée, ils ne voient pas les plus récents développements comme étant entièrement négatifs.

Comme le montrent clairement une déclaration récente des dirigeants américains et européens et les commentaires des experts dans les médias, les actions défensives de Poutine leur donnent une occasion de changer la présentation de leur programme militariste qui avait perdu de la crédibilité auprès d'une grande partie de la population et de lui redonner une légitimité.

L'effet des attentats du 11 septembre 2001 et de la «guerre contre le terrorisme» s'est estompé et les mensonges sur les armes de destruction massives qui ont servi à déclencher l'invasion de l'Irak ont discrédité la guerre au sein de la classe ouvrière. Les puissances impérialistes ont dû admettre qu'elles ne pouvaient pas se lancer dans le bombardement de la Syrie en septembre dernier, en grande partie en raison de l'opposition à la guerre dans la population.

Confrontés à un large sentiment anti-guerre dans la classe ouvrière et aux limitations que cela impose à leur politique étrangère, les stratèges impérialistes et les agents des médias cherchent à exploiter la crise qu'ils ont provoquée en Ukraine pour faire basculer l'opinion publique.

C'était le sujet d'un commentaire du chroniqueur du *Washington Post*, E. J. Dionne, mercredi, dans cet article intitulé «Est-ce que la prise de la Crimée par Poutine peut nous rassembler?» Dionne se demande comment un «public qui en a assez de la guerre peut être réveillé et gagné à cette cause». Il se plaint des statistiques qui montrent que seulement 29 pour cent de la population américaine est contre, et 56 pour cent sont pour, l'idée que les États-Unis ne devraient pas «trop s'impliquer» en Ukraine.

Il écrit: «Nous devons confronter Poutine, mais cela va exiger un consensus sur la politique étrangère qui a disparu. Un nouveau consensus devra s'appuyer sur des principes qui précèdent l'engagement en Irak et qui impliquent un usage plus calculé de la puissance américaine. D'où le paradoxe final: Poutine a donné à Obama l'occasion de commencer à reconstruire le consensus – si le président décide d'en profiter et si ses critiques sont prêtes à l'aider.»

Le but de la campagne de propagande en cours est donc de fabriquer un nouveau discours pro-guerre, comme si cela était suffisant pour faire oublier les mensonges sur l'Irak et l'Afghanistan de la mémoire du public.

Alex Lantier

Article original, [WSWS](#), paru le 21 mars 2014

Copyright © 2014 Global Research